ASSOCIATION DES CASU

Courbevoie, le 10 juillet 2007

38, rue Armand Silvestre
Appart. 154
92400 COURBEVOIE

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Objet : mise en extinction du corps des Conseillers d'Administration Scolaire et Universitaire (CASU)

Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur, au nom de l'Association des CASU, d'attirer votre attention sur la mise en extinction du corps des Conseillers d'Administration Scolaire et Universitaire.

Les CASU sont recrutés et formés pendant un an à l'Ecole Supérieure de l'Education Nationale (ESEN) pour occuper des postes d'encadrement supérieur du Ministère de l'Education nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Les CASU occupent par ailleurs la majorité des emplois fonctionnels (secrétaires généraux d'académie, d'universités...) en concurrence avec d'autres corps, notamment les administrateurs civils. Leurs compétences sont régulièrement mises en avant par le ministère de l'Education nationale.

Or, depuis les accords Durafour, les CASU ont été les grands oubliés de l'encadrement supérieur de la Fonction publique. Ainsi la plupart des corps d'encadrement équivalents de la Fonction publique bénéficient de grilles indiciaires atteignant a minima l'indice brut 1015, voire les chevrons A3 ou B3, ce qui n'est pas le cas pour le corps. Aujourd'hui, le corps est mis en extinction.

Monsieur le Président vous avez récemment fortement insisté sur la valeur travail. Vous êtes par ailleurs porteur d'un projet de modernisation de la fonction publique. Dans ce contexte, il nous apparaît essentiel d'attirer votre attention sur la mise en extinction d'un des principaux corps de l'encadrement supérieur de l'Education nationale, qui porte actuellement avec loyauté la mise en oeuvre de la LOLF et la logique de la performance au sein de ce ministère.

Aussi nous vous demandons instamment de bien vouloir faire le nécessaire afin que le recrutement des CASU reprenne et que le corps bénéficie d'une réelle valorisation qui passe par l'indiciaire, et non seulement, comme l'on nous le propose actuellement, par le régime indemnitaire ou l'ouverture d'emplois fonctionnels pour lesquels les CASU sont en concurrence avec de nombreux corps.

Nous ne doutons pas, Monsieur le Président de la République, que vous serez sensible à notre situation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Le Président
Frédéric BESSIERE